

SÉMINAIRE D' AGROECOLOGIE EN GALICE

26, 27, 28 et 29 septembre 2014



Actes du Seminaire de Agroecologie
26-29 septembre 2014
Casa da Terra (Vilapoupre, Antas de Ulla, Galiza)



Coordinan



sindicato
labrego galego
comisións labregas



Cofinanciado
polo Programa de
Aprendizaxe Permanente

Circuits courts de commercialisation

Presentation d'experiences

Réseau International URGENCI. Judith Hitchman



Nous présentons le Réseau international Urgenci en présence de Judith Hitchman. Urgenci est un réseau international des partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs (le système des AMAP – Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne – en France). Il s'agit de réseaux de personnes qui s'unissent dans le but d'aider une ou plusieurs fermes et de partager avec elles les bénéfices et les risques liés à la production alimentaire.

Judith Hitchman a explicité le système AMAP en commençant par la grande diversité des formes qu'il peut prendre suivant les pays.

On compte environ 11 000 AMAP regroupant presque un million de consommateurs et consommatrices et 18 618 fermes dans le monde.

Malgré leur grande diversité, Judith a mentionné les facteurs qu'ils avaient en commun. Le premier est le partage des risques : les communautés de consommateurs et consommatrices d'un AMAP aident les exploitations en cas de mauvaises récoltes mais ils en bénéficient aussi en cas d'excellentes productions. Dans la plupart des cas, les AMAP possèdent des fonds de solidarité qui permettent aux fermes en difficultés de s'en sortir. On offre également des paniers de nourriture gratuits à celles qui se retrouveraient sans revenus à la suite de circonstances désastreuses.

L'horizontalité et l'autogestion sont d'autres facteurs caractéristiques des AMAP: les responsabilités des groupes vont de la distribution d'aliments au soutien dans les travaux agricoles, en passant par l'organisation de fêtes en lien avec

les récoltes, etc...

Judith a souligné les changements engendrés par les politiques locales, notamment avec l'implication des mairies dans l'achat public de denrées alimentaires qui leur permet d'atteindre des objectifs de souveraineté alimentaire.

Nekasarea (Euskadi). Isabel Álvarez Vispo



"Il est temps de se renouveler ou de mourir"

Isa Álvarez était parmi nous afin de présenter le réseau Nekasarea de groupe de consommateurs. L'idée est apparue en 2005 et elle est principalement due à la nécessité du secteur de chercher d'autres voies de commercialisation ainsi qu'à la réalisation d'une proposition intégrale par Ehne Bizkaia sur le fait que le changement du modèle de commercialisation doit être accompagné de

modifications dans les modes de production mais aussi dans les modes d'associations. Cette nécessité est également une autre option pour divers paris politiques des administrations publiques: les modèles intensifs de production, les conditions des distributeurs, la baisse du petit commerce et des petits marchés ou l'obligation des cantines scolaires à passer par des services de traiteurs qui empêchent aux agriculteurs et aux agricultrices d'accéder à cette filière de commercialisation.

Nekasarea se base sur des principes comme la souveraineté alimentaire: l'alimentation est un droit et non un produit de plus à négocier. Ils travaillent, de plus, avec des produits locaux et de saison, provenant d'une agriculture écologique, d'une participation active et de l'implication des membres ou d'un volet des critères de justice sociale.

Le réseau est constitué de groupes de consommateurs et de producteurs. Il compte aujourd'hui 40 groupes de quelques 90 producteurs dont 50% sont des femmes, et 900 familles consommatrices. Il n'y a pas un seul producteur par

groupe: au sein d'un même groupe, l'on retrouve plusieurs produits de différents producteurs. C'est un projet collectif, et les différents produits permettent d'en soutenir d'autres.

Le compromis des consommateurs est annuel et ils doivent prévoir un programme de ce qu'ils souhaitent consommer.

Nekasarea crée une stabilité car en travaillant avec des compromis et des programmes, les agriculteurs et agricultrices connaissent le produit qu'ils placent dans ce canal.

Pour les consommateurs, le bénéfice est double: d'une part le produit consommé est d'une grande qualité; d'autre part, ils créent une relation entre producteur/trice et consommateur/trice qui est importante. C'est une relation de réel soutien dans laquelle les problèmes et les solutions sont partagés, qu'ils soient en lien avec la production ou qu'ils soient personnels.

Le réseau Nekasarea a facilité et facilite l'incorporation des jeunes dans les activités agraires et il a pu établir une installation progressive constituée de familles et de consommations planifiée parfois même avant de semer.

[Coopérative Ribeira do Navia \(Negueira de Muñiz- Lugo\). Dora Cabaleiro.](#)



Dora Cabaleiro était parmi nous pour nous présenter une expérience pratique et personnelle visant à rapprocher les citoyens des aliments agricoles. Elle nous a expliqué les débuts et les objectifs de la coopérative Ribeira do Navia, située à Negueira de Muñiz, sur la rive isolée du barrage de Navia de Suarna. Dora, avec l'aide de partenaires, a permis la mise en place du projet qui tourne autour de trois lignes de travail principales: la production et la transformation d'aliments sur un modèle

agroécologique, la conservation et l'entretien des terres et du territoire où se coordonnent différents genres de travaux agricoles et forestiers, et la réhabilitation des constructions des espaces publics abandonnés dans les

villages.

La coopérative Ribeira do Navia est une initiative productive représentant un exemple de lutte pour la souveraineté alimentaire menée à bien grâce à une importante conscience politique et sociale. Cette lutte fait partie de la construction d'une autre société dans laquelle solidarité et travail communs sont les principaux axes.

Le domaine de l'alimentaire s'intitulait au départ « Ribeiregas » et la coopérative s'est retrouvée face à deux problèmes en voulant offrir ses produits aux citoyens: le premier était l'isolement géographique; le deuxième, l'arrêt de l'activité en hiver. Le deuxième problème a été réglé en faisant des provisions toute l'année pour l'autoconsommation, grâce à l'élaboration de toutes sortes de conserves. Le premier, quant à lui, a été résolu grâce à Mercado de Terra, un espace de rencontre et de vente hebdomadaire de produits écologiques dans la ville de Lugo.

Les personnes s'associant à la coopérative Ribeira do Navia établissent d'autres stratégies et d'autres alliances pour tenter d'atteindre la souveraineté alimentaire. Elles sont sur leurs propres terres, elles élèvent du bétail et s'efforcent d'obtenir ce qu'elles ne peuvent pas produire en achetant ou en troquant avec les producteurs et productrices écologiques les plus proches de Nogueira. Elles cultivent aussi des plantes médicinales, choisissant autant que faire se peut l'homéopathie.

Les créateurs et créatrices de la coopérative Ribeira do Navia ont deux fonctions principales: fournir un mode de vie qui aide à implanter la population dans la zone et montrer qu'un autre modèle de société, coopératif, solidaire, naturel, sain et libre, n'est pas seulement une possibilité nécessaire mais une réalité.

Groupe de travail

Conclusions finales sur les circuits courts de commercialisation

Lors du séminaire, nous avons travaillé sur les **circuits courts de commercialisation** des produits agricoles comme élément essentiel de la définition d'un modèle agroécologique et de la lutte pour une agriculture familiale et de culture.

1. **SENSIBILISATION/PRISE DE CONSCIENCE Où sont les consommateurs/trices ?**

On considère que les paysans/annes ont un rôle important dans la prise de conscience des consommateurs/trices.

- Les producteurs/trices doivent rapprocher la production des consommateurs/trices grâce à :
 - La vente directe de produits agricoles.
 - Des petits magasins,
 - La vente directement depuis l'exploitation.
- Ils doivent transmettre un « message » aux consommateurs/trices pour valoriser l'agriculture paysanne (POSITIVISME-SANTÉ-JOIE).
- Rééduquer les consommateurs/trices en ce qui concerne la santé, l'environnement, les questions sociales, la sensibilisation dans les écoles...
- Réaliser des visites/journées portes ouvertes dans les exploitations des producteurs.
- Faire participer les consommateurs/trices aux modes de production agroécologique.
- Les consommateurs/trices ont besoin de plus d'informations sur les produits agricoles comme :
 - Des informations exactes sur les produits en question.
 - Des informations sur la fixation des prix.
 - Des points de référence pour une bonne identification des produits agricoles écologiques.

Quelle méthodologie utiliserions-nous ?

- Des procédés créatifs et positifs (procédés heureux)...
- Des espaces permettant de réduire les distances entre producteurs et consommateurs.
- Formation/Identification exacte des aliments agricoles écologiques.

- Des alliances.
- Des activités dans les écoles, autant avec les enfants qu'avec les parents.
- L'utilisation de la « contre-publicité ».

<u>OBJECTIFS</u>	<u>Quels outils avons-nous ?</u>	<u>De quels outils avons-nous besoin ?</u>
<p><i>*D'alliances.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - D'organisations extérieures à l'agriculture. - D'écoles (mères,pères,enseignants...) - D'organisations syndicales. - De modèles sociaux en général... <p><i>*se rendre compte de la réalité paysanne.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nos organisations. - Nyeleni. - Paysans/annes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Matériel pédagogique. - Représenter les différentes expériences qui existent (locales, régionales...). - Développer les alliances. - Prise de conscience et mobilisation de nos bases.

2. **ORGANISATION/COMMUNICATION : Comment nous mettons-nous en rapport ?**

Pour améliorer la communication entre nous (producteurs/trices - consommateurs/trices), les points suivants sont fondamentaux :

- *Que s'établissent des groupes de travail au niveau local* : Les organisations sont aussi responsables car elles doivent nous rencontrer par le biais de réunions.
- *Que les producteurs travaillent ensemble* : Rechercher la souplesse pour pallier nos différences.
- *Qu'il existe des relations de confiance* : Établir un lien de confiance est la clé de tout ce qui précède.

Que la communication soit fluide et les groupes locaux organisés est aussi important pour créer des réseaux avec d'autres groupes locaux. Cette collaboration sera enrichissante pour les deux groupes.

<u>OBJECTIFS :</u>	<u>Quels outils avons-nous ?</u>	<u>De quels outils avons-nous besoin ?</u>
<p>-- Nous connaître. – Sensibiliser les paysans sur les nouvelles demandes de consommation. – Entretenir la communication (opérationnelle/partager les connaissances)... – Renforcer les processus collectifs. – Soutien des consommateurs/trices envers les paysans</p>	<p>- Diagnostics de nos propriétés. - Web d'information de producteurs/trices. - Processus collectifs (solidarité).</p>	<p>- Davantage d'informations aux producteurs/trices. - De plus de moments de partage (marchés, visites des propriétés...).</p>

3. DISTRIBUTION/POINTS DE RENCONTRE : Où en sommes-nous ?

- a) Questions géographiques :
 - distances, taille de la région.
 - densité de la population.
- b) Questions légales :
 - Qui peut-on payer ?
 - réglementation d'hygiène.
- c) Questions climatiques :
 - Changement saisonnier de l'offre.
 - stockage.
- d) Application :
 - qualité des aliments.
 - questions environnementales, morales et sociales.

<u>OBJECTIFS :</u>	<u>Quels outils avons-nous ?</u>	<u>De quels outils avons-nous besoin ?</u>
<ul style="list-style-type: none">- Soutenir les différents modèles de production- Faire parvenir nos aliments aux citoyens.- Avoir une masse sociale active.- Vendre nos produits comme SAINS.	<ul style="list-style-type: none">- Marchés/Vente directe.- Contact direct (de vive voix).- Population de plus en plus sensibilisée.	<ul style="list-style-type: none">- Régionaliser la distribution.- Entretenir/Récupérer des marchés.- Salles à manger publiques (autogestion)- Changer les lois/politiques publiques favorables à l'agriculture paysanne.- Davantage de production (nous devons plus évaluer nos aliments).

4. SOUTIEN ÉCONOMIQUE : Est-il possible de créer un prix juste ?

Il existe différentes réalités; différents critères entreront donc en jeu au moment de créer un prix juste :

- Prix de marché.
- Coûts de production (directs/indirects).
- Calcul énergétique.
- Il n'y a pas d'évaluation du travail paysan.
- Le prix est un outil du système capitaliste.
- Il faut chercher l'équilibre entre :

SALAIRE PAYSAN --- ALIMENTS ACCESSIBLES AUX CONSOMMATEURS/TRICES

- Nous devons apprendre à mettre en place :
- La valeur du produit.
- La valeur du travail.
- La rémunération.

Quelles sont nos attentes ? (UTOPIE)

- Transformation du système.
- Comment vivre sans argent ?
- Revenu de base.
- Troc.

Outils pour avancer :

- Prix transparents/double étiquetage.
- Adapter les différentes réalités, les différents salaires aux prix.
- Prix « adaptables ».

<u>OBJECTIFS :</u>	<u>Quels outils avons-nous ?</u>	<u>De quels outils avons-nous besoin ?</u>
Chercher un équilibre entre : <i>SALAIRE PAYSAN ET ACCESSIBILITÉ À LA CONSOMMATION</i> -Élaboration collective du prix (consommatrices/productrices) -Garantir un salaire digne, adapté aux différentes réalités. -Fortifier l'économie locale. -Nous ne voulons pas une agriculture subventionnée, nous voulons avoir des prix justes pour nos produits. -Nous voulons une agriculture soutenue par la communauté. -Nous voulons une communauté soutenue par l'agriculture.	- Double étiquetage. - Transparence. - Échange/Troc.	- Internaliser tous nos coûts. - Construire un prix réel. - Diversification.

Que sont les systèmes participatifs de garantie (SPG)?

Presentation d'experiences

Nature&Progrès (France). Geoffrey Raout



Pour présenter la longue expérience de Nature & Progrès, Geoffrey Raout était présent.

Nature & Progrès est un réseau français de personnes qui produisent et consomment des aliments écologiques. C'est une pionnière européenne depuis sa création en 1964. Pendant presque 50 ans, Nature & Progrès a été un moteur dynamisant de l'agroécologie en France et en Europe. Aujourd'hui, le réseau Nature & Progrès comprend 27 groupes de production et de consommation disséminés

dans toute la France et la Belgique. Il possède son propre système participatif de garantie (SPG), indépendant de la réglementation de l'agriculture écologique. Ce SPG se base sur :

- Un **objectif commun** à tous les participants. Cet objectif se retrouve dans la charte de principes qui définit l'agroécologie.
- **Horizontalité**. Il n'y a aucune hiérarchie, tout le monde dispose du même pouvoir décisionnel.
- **Transparence**. Les règles du SPG sont claires et accessibles à tous. Il y a des contrôles, mais le plus important est la confiance mutuelle. Le mot paysan est fondamental car sans confiance le système ne fonctionne pas.
- L'**amélioration progressive**, va au-delà de la garantie. On donne davantage d'importance à la progression et à l'évolution qu'aux sanctions ou aux expulsions dues à un non-respect des principes du groupe. Ce mécanisme de « contrôle » est élaboré dans des « commissions

régionales » qui vérifient le respect des principes par les membres. Autrement dit, les membres de chaque régions s'autogèrent. On donne des délais aux exploitations agricoles pour qu'elles changent progressivement. Un système participatif de garantie n'aurait pas de sens s'il n'était qu'une garantie.

- **Participation de tous les acteurs.** Nous faisons de notre mieux pour éviter les extrêmes: des personnes qui ne participeraient pas aux réunions par exemple ou encore d'autres qui assumeraient toute la responsabilité des décisions de l'organisation.

SPG Cordoue (Andalousie). Mamen Cuellar.



La personne chargée de nous présenter le système participatif de garantie (SPG) ou le système d'attestation participatif à Cordoue (Andalousie) a été chercheur à l'Institut sociologique des études paysannes de l'université de Cordoue. Il s'agit de Mamen Cuellar, qui participe et a participé au développement du premier SPG en Andalousie.

Le principe a, au début, bénéficié du soutien des pouvoirs publics, mais l'administration l'a par la suite délaissé. D'une part le gouvernement andalou a promu un modèle de SPG public, qui était implanté dans trois territoires andalous, avec une charte de principes propre et un fonctionnement en réseau autonome dans les trois territoires.

Ce procédé s'est affaibli principalement parce que les groupes (producteurs et consommateurs) ne se sentaient pas concernés par le SPG « officiel ».

Toutefois, ils ont persévéré et, depuis maintenant cinq ans, ils gèrent un SPG autonome et autogéré à Cordoue reliant au total dix fermes et une cinquantaine de consommateurs et consommatrices.

Mamen a expliqué que ce procédé se devait, dès le début, d'être simple et accessible pour pouvoir s'adapter aux espaces des membres de l'assemblée et aux débats qui existaient déjà dans le réseau. Ainsi, les assemblées générales

du réseau se font dans l'exploitation de l'un des membres, de façon à ce que toutes les personnes présentes puissent voir ses méthodes de production et lui poser des questions à ce propos. De cette manière, chaque paysan ou paysanne accueille une fois par an l'assemblée à son domicile et il ou elle peut faire visiter son exploitation aux membres.

En ce qui concerne le contrôle des productions dans les exploitations, Mamen a déclaré que les fermes entrant dans des processus de transition étaient plus fiables que les fermes affirmant qu'elles sont à 100% agroécologiques et qu'elles respectent la charte des principes du SPG. Ils acceptent ainsi l'affiliation de fermes ayant la volonté de se soumettre aux principes du groupe. Elles sont ensuite accompagnées afin d'atteindre leurs objectifs.

Mamen pose alors une question sérieuse :

Que se passerait-il en cas de reconnaissance officielle des SPG ?

Le groupe qui travaillait pour Mamen pense qu'il ne serait pas adapté à la réalité, mais il comporterait certains avantages comme celui d'accéder à des marchés spécifiques.

[Associazione Italiana per l'agricoltura Biologica \(AIAB\).](#)
[Andrea Ferrante](#)



Andrea Ferrante s'est exprimé au nom de la AIAB, une organisation qui aide et promeut l'agriculture écologique et est constituée de paysans et paysannes en accord avec la réglementation européenne.

Pour ce qui est des SPG, Ferrante a expliqué qu'en Italie, les petites exploitations ont beaucoup de mal à obtenir la certification écologique officielle, et les SPG sont d'une grande aide dans ces cas là.

La base territoriale moyenne d'une exploitation italienne écologique possédant un label est précisément de 28 hectares. Ce chiffre s'oppose à la base territoriale moyenne des fermes conventionnelles dans le pays qui est de huit hectares.

L'AIAB met tout en œuvre pour faciliter le passage de ces petites exploitations à des activités écologiques : elle met en place des prix plus attractifs de façon à rendre l'activité plus rentable, elle partage les machines, les terres et les installations avec d'autres exploitations, et enfin, elle les place dans un SPG pour leur permettre de certifier les aliments qu'ils produisent comme écologiques sans avoir à passer par l'administration et les conditions excessives requises par la norme officielle.

« Tout ceci n'est possible qu'avec la participation de la société », affirme Andrea Ferrante. Il ajoute que le problème actuel n'est pas l'impulsion des SPG mais plutôt la participation de la société dans le modèle agroécologique. Sans la participation active de la société, le SPG est impossible.

Andrea Ferrante estime que c'est là l'un des plus grands défis de la Via Campesina et des organisations entrant en jeu.

Groupe de travail

Conclusions finales sur les systèmes participatifs de garantie.

1. Pourquoi voulons-nous un système participatif de garantie?

- Pour garantir la qualité et l'origine des aliments.
- Pour améliorer les pratiques agroécologiques et environnementales.
- Pour motiver les groupes de producteurs (échange de connaissances)...
- Pour renforcer certains aspects des groupes de consommateurs comme la responsabilité, la motivation, l'implication ou encore la sensibilisation.
- Pour améliorer la relation entre producteurs et consommateurs.
- Pour créer des relations entre la ville et la campagne en dynamisant les zones socio-rurales.
- Parce que nous aurions un système de certification adapté à notre réalité.
- Parce qu'il nous aiderait à aller vers la souveraineté alimentaire.

2. Quels acteurs sont nécessaires?

- Les paysans et paysannes.
- Les consommateurs/trices en quête d'une bonne qualité de vie.
- Les professionnels qui peuvent contribuer à notre formation, qui peuvent nous conseiller---
- Les ensembles locaux (écoles, résidences... qui fomentent l'achat public d'aliments).
- Les gouvernements locaux, mais qui seraient là pour nous soutenir as pour nous influencer.

3. La certification des aliments écologiques doit-elle être rendue publique?

Un SPG public est impossible car il ne fonctionne que localement grâce à une reconnaissance mutuelle entre tous les acteurs et les participants. Dans le cas d'un soutien public, comme c'est déjà le cas en Bolivie, l'infrastructure s'aide des ressources du gouvernement pour que fonctionne le système, autrement dit, les institutions ne prennent aucune décisions, elles apportent simplement les ressources nécessaires à les rendre effectives.

4. Un SPG sans sanction est-il possible?

- Il est possible, mais il est indispensable d'établir des critères clairs dès le départ au cas où surgiraient des problèmes.
- Plutôt que de sanctionner, il faut aider à résoudre les problèmes et accompagner en cas de difficultés.
- La confiance doit aller au delà des sanctions, mais construire cette relation de confiance demande beaucoup de temps.
- La non reconnaissance du groupe peut aussi faire office de sanction.